

**CHINE AFRIQUE EUROPE: EFFACEMENT OU RENOUVELLEMENT
DU PROCESSUS COLONIAL**

Benjamin Steck*

Résumé

La Chine est devenue peu à peu l'acteur économique étranger le plus dynamique du continent, dépassant ou talonnant les Etats européens par la force de ses échanges commerciaux. En même temps, à la fin du XXe siècle, l'Afrique est devenue la cible d'un nombre croissant d'intérêts économiques et géopolitiques, terrain d'expansion des puissances nouvelles que constituent les Etats émergents d'un Sud qui n'est plus Tiers-monde. Au premier rang des acteurs, se trouve la Chine dont l'irruption en Afrique sidère tous les observateurs par sa rapidité et sa puissance. L'Afrique devient ainsi le lieu d'une compétition sans concession entre les anciennes puissances tutrices de l'Europe et la Chine, parmi d'autres compétiteurs, pour l'instant moins bien présents.

Mots-clés: dimensions économiques/géopolitiques, puissances tutrices, puissance économique, colonialisme

Le continent africain est devenu le territoire qui révèle avec le plus d'acuité les mutations qui s'opèrent dans l'espace mondial. Une abondante littérature en témoigne (entre autres, AFD, 2013 ; Courade, 2016 ; Dubresson et alii, 2011 ; la revue Géopolitique africaine et en particulier dans ses livraisons, Lopes, 2010 ; Guélaud, 2015 ; Hugon, 2008 ; la revue Politique africaine et en particulier dans ses livraisons, le numéro 2014/2, 134 ; Vircoulon et Madonna, 2015...). Pendant des décennies pré carré d'une Europe dominante, l'Afrique est devenue, dans la deuxième moitié du XXe siècle, l'un des terrains d'affrontement les plus actifs de la guerre froide entre les deux blocs antagonistes menés par les Etats-Unis d'Amérique, d'un côté, et par l'URSS, de l'autre.

Depuis l'éclatement des blocs, à la fin du XXe siècle, l'Afrique est devenue la cible d'un nombre croissant d'intérêts économiques et géopolitiques, terrain d'expansion des puissances nouvelles que constituent les Etats émergents d'un Sud qui n'est plus Tiers-monde. Au premier rang des acteurs, se trouve la Chine dont l'irruption en Afrique sidère tous les observateurs par sa rapidité et sa puissance. L'Afrique devient ainsi le lieu d'une compétition sans concession entre les anciennes puissances tutrices de l'Europe et la Chine, parmi d'autres compétiteurs, pour l'instant moins bien présents.

Les relations entre l'Asie et l'Europe y puisent de nouveaux motifs de tension qui, pour n'être pas encore décisifs, soulignent un certain affaiblissement des Etats européens ex-coloniaux dans leur traditionnelle implication dans les affaires africaines. En fait,

* Université du Havre

de multiples signes de ce retournement sont apparus tout au long du XXe siècle mais ils n'étaient pas appréciés à leur juste mesure. La conférence de Bakou, la conférence de Bandoeng, les révoltes des peuples colonisés, écrasées dans le sang, les guerres coloniales contre les indépendances, tous ces éléments signaient déjà, en leur temps, une progressive inversion des rapports de force. Depuis lors, le continent africain s'émancipe de plus en plus de sa tutrice européenne et ouvre ses portes à d'autres acteurs dont la puissance, fût-elle nouvelle, n'en est pas moins sans égale.

La Chine est devenue peu à peu l'acteur économique étranger le plus dynamique du continent, dépassant ou talonnant les Etats européens par la force de ses échanges commerciaux, de ses transferts de fonds pour l'aide, de ses investissements... Solidifiant cet ancrage, le pouvoir politique chinois intervient et les autorités chinoises multiplient les visites de haut rang, ainsi que les conférences qui réunissent désormais la Chine et l'ensemble des Etats africains de façon régulière. A partir d'une étude des événements tels que l'observateur peut les découvrir dans les publications officielles de l'Etat chinois et dans les analyses que peuvent en conduire les spécialistes de géopolitique, dans la presse internationale et sur les sites institutionnels africains, entre autres, et à partir des données statistiques collectées par les institutions internationales comme la Banque mondiale, l'OMC, la CNUCED, nous proposerons une réflexion introductive à ce questionnement en deux temps. Le premier mettra en évidence l'entrée de la Chine dans le jeu des puissances implantées en Afrique. Le second tentera d'ouvrir quelques pistes pour comprendre les évolutions en cours et les perspectives à court terme de ces évolutions.

I - La Chine s'intéresse à l'Afrique.

Les premières relations attestées entre la Chine et l'Afrique sont des relations de type commercial reliant les littoraux de la Chine méridionale et la côte est-africaine. Parmi d'autres témoignages de l'ancienneté des liens établis à travers l'Océan indien, fit date une grande expédition maritime, au XVe siècle, ayant exploré les littoraux de l'Afrique de l'est et permis d'établir des contacts avec les populations locales (Bart, 2011).

Le recul de la Chine et son effacement jusqu'au début du XXe siècle conduisirent à l'affaiblissement de son intérêt pour l'Afrique. Seuls quelques flux migratoires de travailleurs chinois, suscités par les puissances coloniales dans leur volonté de lancer des grands travaux d'aménagement en Afrique témoignent d'une certaine continuité de la présence chinoise sur ce continent.

1) La Chine chef de file des non-alignés.

C'est au XXe siècle que se manifeste de nouveau l'intérêt du pouvoir chinois pour l'Afrique. Au départ, ce sont des considérations idéologiques et géopolitiques qui se sont exprimées. Les dimensions économiques de la présence chinoise sont apparues bien plus tard. Dans la période de lutte contre le colonialisme et l'impérialisme, le pouvoir chinois s'est très tôt engagé aux côtés des mouvements indépendantistes d'inspiration marxiste, longtemps soutenus par l'URSS, dans sa posture de chef de file des peuples opprimés. La Chine s'est assez rapidement détachée de cette tutelle soviétique et a encouragé, selon ses propres intérêts, le mouvement progressiste, tiers-mondiste, confirmé par la conférence de Bandoeng, en 1955. C'est au huitième Congrès du Comité central du Parti de 1956 que les autorités chinoises ont clairement précisé leur intérêt pour l'Afrique. Furent ainsi organisées plusieurs conférences afro-asiatiques, Le Caire (1957), Accra (1958), Conakry (1960), Mogadiscio (1963) et Winneba au Ghana (1965). Les présidents progressistes Sékou Touré de Guinée et Kwame Nkrumah (Ghana) furent reçus en Chine populaire au tout début des indépendances. La diplomatie chinoise a été active pour appuyer tous les combats contre l'oppression occidentale et pour faire croire en une communauté de destin entre le peuple chinois et les peuples africains face au monde occidental. Le premier ministre chinois Zhou Enlai mena une très importante visite auprès de dix Etats africains, en 1964 (Égypte, Maroc, Algérie, Soudan, Guinée, Ghana, Mali, Éthiopie, Somalie et Tunisie). Le gouvernement de la Chine populaire apporta aussi son soutien à certains mouvements de combat contre les puissances coloniales, singulièrement contre le Portugal qui n'avait pas encore accordé l'indépendance à ses colonies, au début des années 1970: Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), Front de libération du Mozambique (FRELIMO), Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap vert (PAIGC)... La Chine s'est aussi impliquée dans les affaires intérieures des Etats indépendants, en soutenant des mouvements d'opposition aux pouvoirs en place, considérés comme toujours inféodés aux puissances coloniales. Ce fut le cas au Cameroun avec l'Union des populations du Cameroun (UPC), au Niger avec l'UDFP-Sawaba, au Congo ex-belge avec les mouvements se référant à Patrice Lumumba (Bouzanda, 2012)... Ces quelques faits d'une histoire déjà ancienne témoignent suffisamment de l'implantation chinoise en Afrique, bien avant que n'y percent les intérêts économiques qui dominent aujourd'hui dans les analyses qui sont faites des relations Chine-Afrique.

Ce constat concerne la Chine populaire. Mais il ne faut pas négliger l'importance de la présence chinoise, par l'action des acteurs taiwanais, représentants exclusifs de la Chine auprès de

la communauté internationale jusque dans les années soixante-dix. De très nombreux Etats devenus indépendants dans les années soixante ont poursuivi leurs relations avec Taïwan, même après l'admission de la Chine populaire comme seule représentant de la Chine dans les organisations internationales. Il est vrai que dans les années soixante et soixante-dix du XXe siècle, Taïwan était beaucoup plus avancé économiquement et technologiquement que la Chine populaire. Son implantation en Afrique constituait aussi un levier pour conforter sa présence sur la scène internationale, face à une Chine populaire de plus en plus présente dans les instances internationales, reléguant progressivement Taïwan à une position de province chinoise non encore réunie à la seule Chine. Cette présence est encore active, sous diverses formes économiques et éducatives, même si peu à peu la relation perd de sa dimension géopolitique.

2) La Chine puissance économique montante.

C'est en 2009 que la Chine populaire s'est imposée comme le premier partenaire commercial de l'Afrique. Les échanges tournent au début de la décennie 2010 autour de 200 milliards de dollars par an mais les autorités chinoises ont annoncé leur volonté de doubler ce commerce d'ici 2020. C'est le résultat d'une fulgurante ascension: au début des années 2000, les échanges n'étaient que d'une dizaine de milliards de dollars. Les importations chinoises portent presque exclusivement sur des produits bruts, hydrocarbures et minerais. La Chine exporte vers l'Afrique des biens manufacturés, entre autres des textiles, de l'électronique, des matériels de transport, des armes... Ses principaux partenaires sont l'Afrique du Sud, l'Angola, la Zambie.

Les résultats commerciaux de la Chine en Afrique, pour spectaculaires qu'ils apparaissent n'ont pas encore conféré à celle-ci le premier rang pour ce qui concerne les investissements directs. Malgré les 2 500 sociétés chinoises qui se sont implantées en Afrique, dans des secteurs particulièrement orientés vers le pétrole, les minerais, l'énergie mais aussi les télécoms et le transport, la Chine n'est encore que le quatrième investisseur après la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Ce qui est tout aussi important, c'est qu'elle demeure, et de très loin, le premier investisseur émergent, loin devant l'Inde ou le Brésil encore peu présents, malgré des velléités énoncées de part et d'autre d'accroître les échanges entre puissances du Sud (CNUCED).

A côté des activités économiques marchandes, la Chine intervient aussi massivement en Afrique par une politique d'aide. Toutefois aucune statistique officielle chinoise ne permet d'apprécier le montant de cette aide et les publications internationales sont assez confuses sur l'estimation qui en est faite (Chaponnière, 2008). Certains observateurs (Center for Global Development, 2013) évaluent le montant de l'aide chinoise

aux Etats africains, à près de 75 milliards de dollars entre 2000 et 2011, à comparer aux 90 milliards de dollars d'aide bilatérale des Etats-Unis d'Amérique. Mais, selon l'OCDE, seulement 13 milliards de dollars de financements publics chinois destinés à l'Afrique correspondraient aux critères internationaux. L'aide chinoise présente en effet la caractéristique de demeurer massivement une aide liée, c'est-à-dire une aide servant exclusivement à acheter des biens matériels ou des services à des entreprises chinoises. L'objectif est en fait très clairement affiché, même s'il n'est pas ainsi énoncé: la Chine vise à s'assurer des marchés à sa production en plein essor auprès de populations qui entrent peu à peu dans l'ère de la consommation mondialisée de masse. Les taux de croissance récents de nombreux Etats africains les encouragent dans cette voie.

Il s'agit aussi de favoriser l'accès des intérêts chinois à des matières premières et des sources d'énergie, mais aussi à des terres, à bon marché, qui manquent ou pourraient venir à manquer sur son sol. Il s'agit enfin de créer des liens de solidarité en favorisant l'éducation, la formation, les échanges culturels, afin de préparer l'avenir: les générations de jeunes africains ouverts à la mondialisation formés par la Chine seront bientôt des propagandistes d'un tête-à-tête fructueux entre leurs Etats d'origine et la Chine. Cela est d'autant plus vérifié que le gouvernement chinois ne lie son aide et son action à aucune contrepartie en termes d'avancée démocratique, contrairement aux Etats occidentaux, accusés d'ingérence dans les affaires africaines.

II- Des reconfigurations en cours

Cette irruption massive des intérêts chinois en Afrique s'est opérée principalement, jusqu'alors, au détriment des intérêts européens, désormais sur la défensive mais toujours omniprésents. L'Afrique est ainsi devenue un élément perturbateur des relations entre l'Europe et la Chine.

1) Quelques signes des mutations en cours.

Cette percée chinoise est aussi directement liée à une présence diplomatique accrue et unifiée. La Chine jouit, en effet, d'un avantage diplomatique certain: une seule représentation diplomatique, alors que l'Europe est bien davantage représentée par les ambassades des Etats qui la constituent, et qui sont souvent des rivaux, plutôt que par ses propres représentants institutionnels. Une démonstration de la puissance de ce levier diplomatique est un marquage architectural territorial visible dans les capitales africaines où les ambassades de Chine sont désormais les plus grandes.

Un autre facteur déterminant a également joué. Les intérêts économiques des grandes entreprises européennes les ont poussées à investir dans une Chine qui s'ouvrait à l'économie capitaliste mondialisée, vaste marché au pouvoir d'achat croissant rapidement et prometteur plutôt qu'à maintenir des positions héritées d'un autre temps sur un continent dont beaucoup continuent à se méfier, pour des raisons en partie fausses mais fortement ancrées dans les esprits (Courade, 2016). Il est possible que les progrès avérés de certains Etats africains dans l'économie moderne mondialisée conduisent à faire évoluer la stratégie des groupes européens intéressés par un tel retournement de perspective. Les taux de croissance du PIB de l'Afrique sont en effet attractifs: 4,7% en 2013, 5,2% en 2014 (Banque mondiale, 2014). En 2012 (FMI, 2013), 22 Etats au sud du Sahara ont connu une croissance des PIB supérieure à 5% (parmi eux, l'Angola, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Tanzanie, le Togo). Cette croissance rejaillit sur les flux, même si l'Afrique ne pèse guère plus de 3% des échanges mondiaux: les exportations africaines ont été multipliées par 3,5 en valeur entre 2000 et 2010, à comparer à une multiplication par 2,4 des exportations mondiales et les importations l'ont été par 3,3 pour une moyenne mondiale de 2,2 (OMC, 2011). Les investissements directs étrangers en Afrique ont augmenté de 16% en 2013 (Steck, 2015). Une telle évolution pourrait mener à une compétition accrue entre les intérêts chinois conquérants et les intérêts européens relancés.

Plusieurs signes révèlent par ailleurs un changement de rythme dans les dynamiques observées depuis plus d'une décennie. La présence chinoise en Afrique manifeste un certain essoufflement. Au premier semestre de l'année 2015, la publication des données économiques révèlent une chute de 40% des nouveaux investissements chinois sur le continent, ainsi qu'un effondrement des importations chinoises depuis l'Afrique de 43%. Cette contraction s'accompagne par ailleurs d'un renversement de la position chinoise qui de déficitaire dans son commerce avec les Etats africains, devient positive. Ce peut être la traduction des difficultés de l'économie mondiale qui ont une traduction sur la croissance économique de la Chine, elle-même confrontée à des problèmes internes d'ajustement permanent face à une conjoncture incertaine. Une des composantes de ce ralentissement mondial est l'arrêt de la croissance des prix des matières premières et de l'énergie, arrêt qui a des conséquences immédiates sur nombre d'économies africaines toujours liées au marché mondial des produits bruts non transformés (Guélaud, 2015). Les économies africaines pèsent finalement encore assez peu sur l'économie mondiale, malgré la croissance observée depuis moins de dix ans. Leur poids dépasse à peine les 3% tout autant de la production que des échanges mondiaux. Leur poids

dans l'économie chinoise est à peu près du même niveau. Dès lors, des questions surgissent que les autorités chinoises tentent de prendre en compte.

La premier Forum sur la Coopération sino-africaine (Focac) s'est tenu en octobre 2000 à Pékin. Le sixième s'est tenu en décembre 2015, à Johannesburg (Afrique du Sud). L'analyse des décisions de ces forums (<http://www.focac.org/fra>) porte la marque de cet environnement évolutif et moins porteur (Encadré n°1).

Encadré n°1 Déclaration du sommet de Johannesburg du forum sur la coopération sino-africaine, 15 décembre 2015 (extraits)

25.2 Nous attacher à défendre la justice, à promouvoir les intérêts communs et le développement partagé. Développer activement les partenariats industriels et les capacités de production, et promouvoir ensemble les processus d'industrialisation et de modernisation agricole de l'Afrique. Intensifier en priorité la coopération dans les projets d'infrastructures dans les domaines ferroviaire, routier, aérien régional, électrique, de l'eau potable, de l'information et de la communication, aéroportuaire, portuaire, et autres, et la coopération et le renforcement des capacités dans la valorisation des ressources humaines. Donner une priorité à la coopération mutuellement avantageuse dans les domaines comme l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'industrie de transformation et de manufacture, les ressources et énergies, l'économie maritime, le tourisme, l'investissement, le commerce, la finance, le transfert des technologies et autres. Approfondir la coopération sur les projets de valorisation des ressources minières tout en renforçant les capacités techniques et intellectuelles. Renforcer la coopération dans le développement des capacités industrielles et de la valeur ajoutée, en établissant des parcs et des clusters industriels, des parcs technologiques, des zones économiques spéciales et des centres pour la formation professionnelle des ingénieurs, des techniciens et des managers. Etudier activement la possibilité de créer des synergies entre l'initiative chinoise sur la construction de la Ceinture économique de la Route de la Soie et de la Route de la Soie maritime du 21^e siècle et l'intégration économique et l'agenda de développement durable de l'Afrique, et explorer plus d'opportunités pour promouvoir le développement commun et réaliser nos rêves partagés.

25.3 Renforcer l'apprentissage et l'inspiration mutuels, et travailler pour des progrès communs. Partager les expériences de développement, approfondir la coopération dans les domaines de l'aide au développement, des soins médicaux et de la santé publique, de l'éducation, de la réduction de la pauvreté, du partage des technologies et du savoir, de la protection de

l'environnement écologique. Reconnaître l'importance du progrès technologique et de l'innovation pour soutenir la croissance économique africaine, dans les domaines comme l'industrie minière et extractive, la pharmacie, la technologie de l'information, la chimie et la pétrochimie, l'extraction et l'exploitation des ressources minières. Renforcer les échanges et la coopération sur le plan culturel et humain et intensifier les échanges dans les domaines de la culture, de l'art, de l'éducation, du sport, du tourisme, de la presse et des médias, des universités et des think tanks, des jeunes, des femmes, des syndicats et des personnes handicapées, de manière à approfondir la compréhension mutuelle et l'amitié entre les peuples chinois et africains.

La déclaration finale qui est certes un discours de consensus à portée très générale, vise à relancer la coopération entre la Chine et l'Afrique, avec, entre autres, une ouverture singulière mais très médiatisée sur la nouvelle route de la Soie du XXI^e siècle intégrant l'Afrique au projet planétaire de la Chine dans une économie mondialisée ouverte. Elle confère aussi une place croissante aux programmes d'infrastructures qui permettent aux entreprises chinoises d'acquérir une grande réputation dans des domaines comme celui du transport ferroviaire où elles s'étaient déjà fait remarquer dans les années soixante-dix par la construction de la voie ferrée reliant la Zambie et la Tanzanie. En cours la liaison Addis-Abeba-Djibouti et la liaison Nairobi à Mombasa en sont la démonstration.

2) De quelques interrogations sur l'avenir des relations Chine-Afrique.

Parmi les questions très concrètes qui pèsent sur l'avenir de ces relations, est soulevée avec une couverture médiatique mondiale croissante celle de l'accaparement de pans entiers de l'économie africaine par les Chinois. Il s'agit de terres cultivables, de terres rares, de gisements, du commerce...

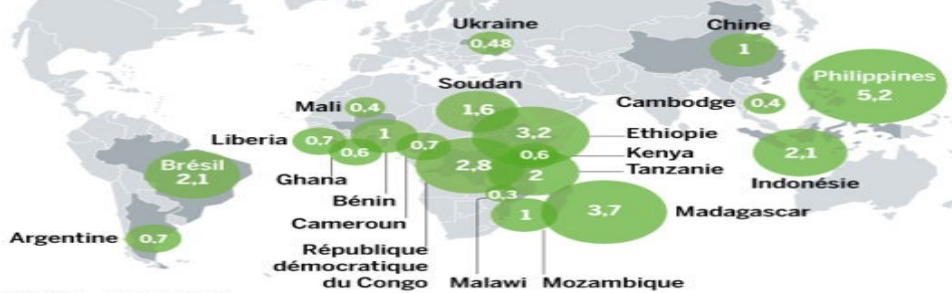
Pointant l'un des points les plus litigieux, l'accaparement des terres, les observateurs ne sont pas unanimes dans les conclusions qu'ils tirent des faits établis. Tout d'abord, il y a bien des accords qui ont été signés progressivement par les plus hautes autorités des Etats. Avec ses 1,3 milliard d'habitants, la Chine représente environ 20% de la population mondiale, pour un peu moins de 10% des surfaces agricoles mondiales. Or la croissance de la demande en produits agricoles est estimée à 23% par an depuis le début des années 2000. Cette croissance est liée à la montée en puissance des classes moyennes et aux transformations des habitudes alimentaires. Cette situation expliquerait l'entrée de la Chine dans le groupe des Etats accapareurs de terres à l'échelle mondiale. Toutefois cette entrée serait encore modeste en Afrique, même si la Chine est en tête

des nations pour un tel accaparement à l'échelle mondiale. Les intérêts chinois dans les acquisitions foncières en Afrique la plaçaient alors au 19ème rang des intervenants en Afrique, loin derrière les Émirats Arabes Unis, l'Inde, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique (Land Matrix, 2013). Il n'est pas certain que, contrairement à ce qui est généralement annoncé dans les médias, la Chine soit très intéressée par ce type d'investissements en Afrique du moins. D'une part parce que ces capacités propres demeurent considérables. D'autre part parce que les productions africaines ne rivalisent pas encore avec celles d'autres États asiatiques ou américains fournisseurs majeurs de la Chine. Le problème est plus général que celui de la Chine seule. Les Africains peinent à satisfaire les besoins alimentaires d'une population qui dépasse désormais le milliard d'habitants et les besoins alimentaires sont naturellement vitaux, ce que ne sont pas les productions agricoles destinées à l'industrie ou à l'exportation. Sur ce point, par ailleurs, la concurrence pourrait être vive entre productions chinoises et productions africaines, comme c'est déjà le cas avec les productions brésiliennes, en particulier dans le domaine des fruits tropicaux et de leurs diverses transformations.

Figure n°1 l'accaparement des terres

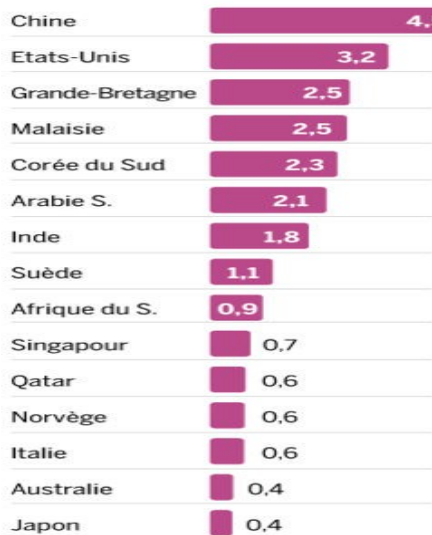
L'Asie et l'Afrique pour cibles

PAYS LES PLUS CONCERNÉS PAR LA LOCATION OU L'ACHAT DE TERRES DEPUIS 2000, en millions d'hectares (pour les transactions vérifiées)

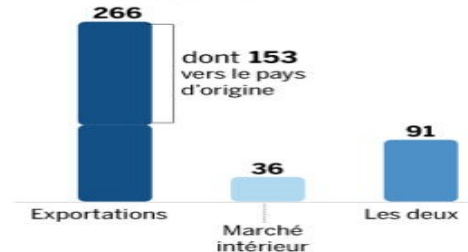


SOURCE : LAND MATRIX

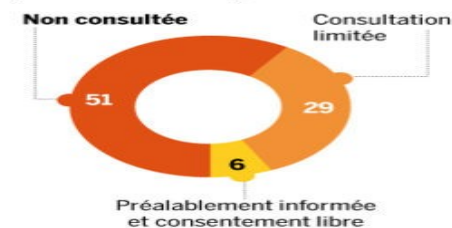
PAYS INVESTISSEURS, en millions d'hectares



DESTINATION DE LA PRODUCTION, en nombre de contrats



CONSULTATION DE LA POPULATION CONCERNÉE, en nombre de contrats (sur 86 observations)



Source: http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/04/27/la-course-aux-terres-ne-profit-pas-aux-pays-du-sud_1692292_3244.html

Parmi les questions que posent les Etats africains à leurs partenaires chinois, figure également en bonne place la question de l'emploi. Les gouvernements africains et de plus en plus les opinions publiques, telles qu'elles s'expriment sur les réseaux dits sociaux, dénoncent la faible embauche de travailleurs africains sur les grands chantiers qui sont conduits par des sociétés chinoises. Nombre de ces chantiers sont en effet des sortes d'enclaves chinoises dans les territoires concernés, comprenant des camps de résidence fermés réservés aux chinois et pour beaucoup approvisionnés directement depuis la Chine. Les dénonciations vont plus loin puisque nombre d'organisations humanitaires ont relevé et mis au grand jour des médias, une gestion du personnel africain très dure. Des conflits ont été portés à la connaissance de la communauté internationale, tout

spécifiquement en Afrique de l'est, éveillant des sentiments de rejet de la part des populations africaines (encadré n°2).

Encadré n°2 Les conditions de travail sur les chantiers chinois en Afrique

« Un rapport récent de plus de 200 pages, publié par le Réseau d'études africain sur le travail à l'initiative de syndicats régionaux, dresse ainsi un tableau accablant des conditions et des relations de travail dans les entreprises chinoises opérant dans une dizaine de pays du continent : rémunérations insignifiantes, journées trop longues, éreintantes et non entrecoupées de pauses, généralisation des contrats temporaires, voire absence de contrat, conditions de logement déplorables pour les travailleurs, non-respect des standards minima de sécurité, hostilité envers les syndicats, multiplication des menaces et des pressions envers les ouvriers, mesures de coercition, rétention des paies, maintien des travailleurs africains dans des postes subalternes et sous-rémunérés, etc. Si les auteurs du rapport reconnaissent l'hétérogénéité des situations et le fait que ces formes d'exploitation n'ont rien d'inédites en Afrique, leurs conclusions n'en sont pas moins sans appel. »

Source: Laurent Delcourt, « La Chine en Afrique: enjeux et perspectives », Alternatives Sud

Relevant d'une même analyse critique de la présence chinoise en Afrique, s'impose la nouvelle question de l'accaparement des petits commerces dans les lieux traditionnellement consacrés aux échanges de proximité. C'est en fait la question de la présence d'au moins un million de chinois sur le sol africain qui commence à poser question. Ce ne sont pas les produits chinois qui sont directement critiqués mais le fait qu'ils soient vendus par des commerçants chinois, y compris dans des zones rurales (Vircoulon et Madonna, 2015). Certains voient poindre un sentiment populaire antichinois qui peut conduire à des actes violents et qui pourrait conduire à des manifestations xénophobes encore plus étendues. D'autres (Diop, 2009) démontre bien la complexité de telles transformations qui ne s'opèrent pas sans ajustements, partenariats, retombées positives aussi. De telles difficultés qui marquent les esprits conduisent les chefs d'Etat à les prendre en compte dans leurs relations officielles avec la Chine. Certains observateurs ont pu noter la position du président sud-africain Zuma, à Pékin, en 2012, demandant aux chinois de bien mesurer la nécessité de prendre en compte l'exigence d'un meilleur équilibre dans les partenariats.

La question sous-jacente à toutes ces évolutions est celle de ce certains africains dénoncent comme une forme nouvelle de colonisation. Ils ne nient pas les effets positifs des

investissements chinois dans les services publics, les infrastructures de transport, la santé publique, les écoles et la formation, en particulier avec le nombre croissant de bourses dédiées à des étudiants africains pour aller étudier en Chine et la multiplication des centres culturels Confucius. Ils formulent cependant des critiques sévères. Les intérêts chinois, ne traduisent-ils pas une attitude de colonisation, au sens étymologique du terme, certes sans conquête et sans ingérence directe dans la conduite des affaires, mais avec une telle mainmise sur l'appareil productif qu'elle obère l'avenir des générations africaines à venir qui seront prisonnières de contrats, de conventions, d'accords limitant leur propre champ d'actions? Ce à quoi il est aisé de rétorquer que les présences américaine et européenne sont encore très dominantes et qu'elles aussi pèsent sur l'avenir du continent. Encore davantage si l'on considère le rôle qui est celui de l'Union européenne et des Etats-Unis dans la gestion des crises politiques et du terrorisme en expansion.

Conclusion

Le partenariat Chine Afrique, dont il est facile de prédire qu'il remplacera, à terme, un partenariat France Afrique, épuisé, au moins en jouant sur les expressions, est un puissant révélateur des transformations rapides du monde contemporain. Il ouvre de multiples pistes de recherche.

La plus évidente est celle de la manifestation de la super puissance chinoise, en passe de conquérir le monde et d'évacuer ainsi les impérialismes antérieurs qui, par ailleurs, avaient précipité son affaiblissement, voici plus d'un siècle. La deuxième concerne la vision économique qui sous-tend un tel partenariat. Le marché, comme porte du développement, paradoxalement pour un pays qui a longtemps pourfendu le capitalisme libéral, semble s'imposer dans les relations qu'entretiennent les Etats africains avec le reste du monde et la Chine singulièrement. La troisième renvoie à une certaine conception des libertés fondamentales, des droits de l'Homme, de la démocratie. Les Chinois ne se préoccupent pas des régimes politiques ni de leurs évolutions ni des conflits, du moins pas directement. Ils refusent de dicter leur loi à leurs partenaires et ils jouent aisément sur ce point sensible des nations indépendantes, sorties du colonialisme. Cela peut aussi un jour se retourner contre eux auprès des opinions publiques émergentes qui sont avides de démocratie et qui cherchent toujours des appuis pour faire avancer ces idées face à des dictateurs faussement élus. La quatrième piste de recherche que révèle l'implication de la Chine dans les affaires africaines, face au monde occidental, est celle de l'environnement. Les Africains sont de plus en plus sensibles à cette dimension constitutive de leur avenir et il n'est pas encore

démontré que les Chinois dans leurs actions sur le terrain, aient le souci de cette urgence dans des milieux fragiles et sensibles. Enfin, il est des évolutions encore peu visibles mais qui pourraient ouvrir des perspectives différentes. Désormais des consortiums d'entreprises européennes et asiatiques se constituent pour répondre à des appels à grands travaux qui témoignent d'un partenariat plus que d'une rivalité destructrice. Il est aussi des rapprochements géopolitiques, en particulier face à menace terroriste qui a frappé aussi des ressortissants chinois travaillant en Afrique.

Quoi qu'il en soit des réponses qui seront apportées à ces questionnements, les Africains, dans leur majorité, estiment que la présence chinoise est un excellent stimulant pour l'ensemble des partenaires de l'Afrique car elle les contraint à changer leurs pratiques et leurs discours, trop souvent encore empreints de supériorité coloniale ou impériale. En ce sens la Chine est un moteur des recompositions en cours en Afrique vers un développement mieux maîtrisé par les africains eux-mêmes (Sarr, 2016).

Références

- AFD (2013) L'Afrique et les grands émergents, A savoir n°19, 134p.
[http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PUBLICATION S/RECHERCHE/Scientifiques/A-savoir/19-A-Savoir.pdf](http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PUBLICATION_S/RECHERCHE/Scientifiques/A-savoir/19-A-Savoir.pdf)
- Alternatives Sud, 2011, La Chine en Afrique, menace ou opportunité pour le développement?, volume 18-2011/2, 184p.
- François Bart (2011) «Chine et Afrique, une longue histoire, une nouvelle donne géographique», Les cahiers d'Outre-Mer, n 253-254, pp. 193-208.
- Diassonama Kiessé Bouzanda (2012) «La Chine en Afrique: quels soutiens au mouvement de libération nationale» Diploweb.com La revue géopolitique
<http://www.diploweb.com/La-Chine-en-Afrique-quel-soutien.html>
- Center for global development (2013) China's Development Finance to Africa: A Media-Based Approach to Data Collection, 29 avril 2013, (Working paper 323).
<http://www.cgdev.org/publication/chinas-development-finance-africa-media-based-approach-data-collection>
- Jean-Raphaël Chaponnière (2008) «L'aide chinoise à l'Afrique: origines, modalités et enjeux» L'Économie politique 2008/2 (n°38), pp.7-28
- Jean-Raphaël Chaponnière (2014) «L'empreinte chinoise en Afrique », Revue d'économie financière, 2014/4 (n° 116), pp.195-212

- Georges Courade (2016) L'Afrique des idées reçues, collection Mappemonde, Belin, nouvelle édition, 412p.
- Amadou Diop (2009) «Le commerce chinois à Dakar. Expressions spatiales de la mondialisation», Belgeo, 3-4/2009, pp.405-424
- Alain Dubresson, Sophie Moreau, Jean-Pierre Raison, Jean-Fabien Steck, (2011) L'Afrique subsaharienne Une géographie du changement, collection U géographie, Armand Colin
- Forum sur la coopération sino-africaine (2016)
<http://www.focac.org/fra/>
- Claire Guélaud, 2015, «Chine Afrique le désenchantement», Le Monde économie, 4 décembre 2015
http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/12/04/chine-afrique-le-desenchantement_4823908_3234.html
- Philippe Hugon, 2008, «La Chine en Afrique, néocolonialisme ou opportunités pour le développement?» Revue internationale et stratégique 2008/4 (n° 72)
- Phillippe Kersting (2013) «La Chine est-elle un acteur majeur de l'accaparement des terres en Afrique ? », Passerelles Volume 14 - Number 4, ICTSD, <http://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/la-chine-est-elle-un-acteur-majeur-de-l%E2%80%99accaparement-des-terres-en> Land Matrix,
- Henri Lopes (2010) «L'Afrique au coeur des nouvelles relations internationales», Géopolitique africaine, n°38 Octobre-Décembre 2010
- Politique africaine, 2014, China, Ltd. Un business africain, 2014/2 (n° 134), Editions Karthala, 222p.
- Felwine Sarr (2016) Afrotopia, Philippe Rey ed., 155p.
- Benjamin Steck (2015) «Introduction à l'Afrique des ports et des corridors: comment formuler l'interaction entre logistique et développement», Cahiers de géographie du Québec, volume 59, numéro 168, décembre 2015, pp. 447-467
- Thierry Vircoulon et Victoria Madonna (2015) «Chine-Afrique: la fin de la lune de miel» L'Afrique en questions n° 22, Actuelle de l'Ifri, juillet 2015